

CTM MEDDE/MLETR du 17 mars 2015

L'UNSA a lu une déclaration liminaire ([Cliquez ICI](#)).

Les réponses apportées par l'administration :

Mise en place du RIFSEEP

Le président précise que des discussions interministérielles sont en cours pour différer éventuellement l'entrée en vigueur du RIFSEEP.

L'UNSA rappelle sa demande de voir reporter la mise en place du RIFSEEP tant que tous les agents n'y passent pas et, la PFR étant abrogée au 1^{er} juillet 2015, l'UNSA souligne la nécessité de prendre les textes instituant un nouveau support juridique de paiement de l'indemnitaire.

L'enveloppe catégorielle 2015

L'UNSA demande une réunion bilatérale sur ce point : 2,2 millions d'euros à répartir sur l'indemnitaire.

La nouvelle organisation territoriale

L'administration rappelle qu'en avril seront annoncés les 7 nouveaux préfets de régions et les 7 DREAL préfigureurs et que le dialogue social ministériel commencera à partir de ce moment conformément au calendrier.

Interrogé sur d'éventuelles obligations de mobilité, le président est agacé considérant que la Loi NOTRe ne prévoit aucun transfert de personnel mais il confirme néanmoins qu'il n'y aura pas de mobilité forcée.

Aucune autre information sur ce dossier ne sera donnée.

Réduction du cycle de mobilité

Suite à la volonté d'harmonisation de la fonction publique, l'administration reconnaît que la réduction des cycles de mobilités est toujours d'actualité.

L'UNSA, totalement opposée à ce projet, continuera à se battre pour le maintien des 3 cycles actuels car il serait incompréhensible qu'en cette période de restructuration constante les agents aient encore moins de souplesse pour retrouver des postes !!

Filière sociale

Malgré la reconnaissance manifestée à cette filière par l'administration aucune avancée pour nos collègues !!

(citation : « les promesses n'engagent que ceux qui y croient »).

Plan de requalification

Le plan de requalification fait partie du chantier phare sur lequel le ministère s'est engagé. La première réunion avec les syndicats pour lancer la discussion (volume, contenu, examen, etc...) est programmée courant avril.

Il est confirmé que le plan de requalification d'emploi de C en B et de B en A (volume annoncé : 1200) ne sera pas pris sur le catégoriel 2015.

C'est un dossier majeur sur lequel l'UNSA sera très vigilante.

S'agissant des OPA ultra-marins (Antilles et Guyane)

Le DRH indique être d'accord pour effectuer 57 recrutements avec des redéploiements si nécessaire.

Point n° 1 : Projet d'arrêtés portant création des CHSCT aux sein des services des MEDDE/MLETR

Cliquez sur les liens ci-dessous pour consulter les documents :

[Rapport de présentation des arrêtés portant création de CHSCT](#)

[Arrêté portant création de CHSCT au MEDDE/MLETR](#)

[Arrêté portant création de CHSCT au sein de certains EPA](#)

Présenté au CTM de janvier dernier, ce point avait été reporté contre l'avis de l'UNSA. Une fois encore, l'UNSA insiste sur la nécessité de mettre en place très rapidement l'ensemble des CHSCT ministériels et réaffirme que les textes imposent 7 sièges et qu'il ne saurait y être dérogé pour des petits arrangements entre amis.

L'administration dans sa grande sagesse a décidé de se conformer aux textes.

A l'unanimité, la création d'un CHSCT spécifique pour le STRMG est mis en place du fait de la particularité de son activité.

Vote de l'arrêté global :

Pour : UNSA(3), CFDT(2)

Contre : SOLIDAIRES(1)

Abstention : CGT/FSU(5), FO(4)

Vote de l'arrêté afférent à certains établissement publics :

Pour : CGT/FSU(5), FO(4), UNSA(3), CFDT(2), SOLIDAIRES(1)

Point n° 2 : Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 4 novembre 2008 fixant la liste des opérations de restructuration de services ouvrant droit au versement de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint

Cliquez sur les liens ci-dessous pour consulter les documents :

[Fiche d'impact](#) et [Projet d'arrêté ouvrant droit à la PRS](#)

Madame la ministre de l'écologie a souhaité transférer la DICOM au boulevard Saint-Germain (76 agents) et l'arrêté présenté ouvrira droit aux agents transférés ayant un allongement de trajet domicile travail supérieur à 20 minutes à la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint.

Le SG rappelle que ce transfert se fait sur la base du volontariat.

L'UNSA est contre le transfert lui même car il est prévisible qu'il y aura beaucoup de déplacements et les conditions de travail risquent d'être dégradées en terme d'horaires. L'UNSA suggère de mettre en place un suivi des durées de travail.

Il est regrettable que la visite sur les lieux ait eu lieu si tardivement. L'UNSA rappelle les obligations de l'administration en terme d'accessibilité.

Quant au volontariat rappelé par le SG, il semble illusoire, difficile de refuser de rejoindre madame la Ministre !

S'agissant de l'arrêté présenté, l'UNSA s'abstiendra afin de ne pas pénaliser les agents éligibles.

Vote de l'arrêté :

Pour : CFDT(2), SOLIDAIRES(1)

Contre : FO(4)

Abstention : CGT/FSU(5), UNSA(3)

Point d'information : Décroisement des effectifs MEDDE-MAAF

Cliquez sur le lien ci-dessous pour consulter le document :

[Instructions sur le décroisement des effectifs MAAF-MEDDE](#)

L'administration, afin de faciliter la gestion dans les DDT(M) a lancé une opération de décroisement des effectifs : les agents exerçant des missions relevant du ministère de l'écologie et rémunérés sur le budget 215 (MAAF) passeront sur le budget 217 (Ecologie).

Ce décroisement se fera sur volontariat.

Il est à noter que la FAQ reçue est différente de celle transmise au CTM du MAAF.

L'UNSA rappelle ses demandes :

- ▶ Une convention ou document cadre formalisant un certain nombre de points (rémunération, action sociale, mobilité, déroulement de carrière, compteurs...) est indispensable car la vigilance s'impose pour ces agents qui vont être placés en PNA. (et bien évidemment ce document doit être soumis à négociation ou à minima à concertation, notamment sur les garanties accordées aux agents) ;
- ▶ L'association des CT locaux est nécessaire dès la première phase ;
- ▶ Un transfert budgétaire est indispensable car les agents en PNA devront légitimement bénéficier des revalorisations ministérielles (MAAF) d'autant plus que c'est l'enveloppe catégorielle du MEDDE qui servirait, dans le cas contraire, à financer ces mesures ;
- ▶ La communication des postes concernés.

L'UNSA développement durable était présente aux deux réunions conjointes MAAF/MEDDE organisées en février et mars et continuera à s'impliquer sur ce dossier qui concerne toute la communauté de travail des DDT(M) !

Le SG précise que les MEDDE et MAAF ont comme position commune de ne pas faire remonter la liste des postes concernés (pas de raison donnée).

Il n'y a pas dans la première phase d'impact sur l'organisation des services.

Il y a bien une question sur le droit syndical et un problème de gestion qui ne relève pas de la Foire aux questions.

L'administration « va enquêter ».

Questions diverses

Évolution de l'information routière

Le SG rappelle que des évolutions sont prévisibles dans les états major de zone du fait de la réforme territoriale en cours. L'information routière est assurée par les DIR, mais les DREAL de zone ont déjà des compétences.

« Il n'est pas question de supprimer les CRIR dans le cadre de la transformation de 16 à 7 régions, c'est un sujet important ! Pour l'administration le souhait est d'améliorer la qualité de l'information routière.

Il faut tirer les premiers pour ne pas subir les décisions du ministère de l'intérieur

L'UNSA est sur le fond totalement opposée à la suppression de cette mission emblématique du ministère.

Sur la forme, le manque de communication est patent : les agents ont le droit de savoir ce qui se trame et l'administration a un devoir d'accompagnement !

Quasi statut des personnels contractuels de l'environnement

Le SG fait part des éléments suivants :

- ✓ L'administration s'est engagée à sortir ce quasi statut ;
- ✓ A quel périmètre vont s'appliquer les mesures de reclassement : c'est le rôle de l'administration du MEDDE de défendre ce dossier devant le guichet unique.
- ✓ En ce qui concerne les ATE, l'arbitrage interministériel est en cours : il faut que l'on aboutisse, on va s'y efforcer.

L'UNSA rappelle que les conditions de titularisation dans le cadre de la loi Sauvadet sont insatisfaisantes : compte tenu du reclassement en pied de grille, très peu d'agents choisiront la titularisation.

L'UNSA demande donc que ces conditions soient assouplies pour offrir un vrai choix.

Le niveau des primes : le niveau global de rémunération (grilles + primes) ne doit pas être inférieur à celui des fonctionnaires.

Autres questions diverses

Cliquez sur le lien ci-dessous pour consulter le document :

[Question de l'UNSA sur les retards des actes de gestion](#)

Compte tenu de l'horaire avancé, les deux questions diverses, respectivement sur la résorption des retards de gestion à la direction des ressources humaines et les modalités de suivi de la charte relative à l'égalité professionnelle, sont reportées au prochain CTM (prévu le 21 mai).

Compte tenu de l'urgence du traitement du retard des actes de gestion, l'UNSA obtient que soit fournie par la DRH, dès la semaine suivante, une note précise sur l'état des lieux, les priorités, les délais, les mesures en cours...

Suite aux engagements pris lors du CTM, l'administration a fait parvenir aux OS 2 fiches faisant le point sur :

- ▶ [Information sur la résorption des retards de gestion à la DRH ;](#)
- ▶ [Modalités de suivi de la charte relative à l'égalité professionnelle.](#)

Cliquez sur les liens ci-dessus pour consulter les documents.